

Grèce: Lancement de la stratégie de la terreur en perspective de la campagne électorale



Si mes lecteurs veulent avoir une idée de ce qui va probablement se passer en Grèce au cours du mois qui nous sépare des nouvelles élections prévues le 17 juin prochain, je leur suggère de (re)visionner ma conférence "[Faut-il avoir peur de sortir de l'euro ?](#)" enregistrée voici un peu plus d'un an, en avril 2011.

[Faut-il avoir peur de sortir de l'euro ? \(1/4\) par UPR-TV](#)

Dans cette conférence, j'avais expliqué comment les européistes avaient tout mis en œuvre pour terroriser les Suédois, tout au long de l'année 2003, afin de les contraindre psychologiquement à voter Oui au référendum sur l'entrée de la Suède organisé le 14 septembre 2003 par le gouvernement de Stockholm.

Huit procédés d'intimidation avaient été mis en œuvre :

- 1°) une débauche de moyens étatiques, politiques, médiatiques et financiers en faveur du Oui ;
- 2°) la menace de l'Apocalypse promise par les plus hautes autorités publiques en cas de victoire du Non ;
- 3°) une orchestration de l'épouvante menée conjointement par le patronat et les dirigeants syndicaux ;
- 4°) le chantage public à l'emploi, de très grandes entreprises ayant menacé les Suédois de cesser leurs activités en Suède en cas de rejet de l'euro (à commencer par la plus grande société du pays, Ericsson) ;
- 5°) les appels du pied et les clins d'œil aux extrémistes de droite et de gauche ;
- 6°) la "psychiatisation" des opposants (médias et commentateurs insinuant que les opposants à l'euro étaient des malades mentaux) ;

8°) un sondage truqué, publié in extremis, pour faire croire que le Oui allait triompher (le Non l'a emporté à 57% des suffrages exprimés hors votes blancs).

Il va nous falloir examiner de près comment la campagne électorale qui s'ouvre en Grèce va se dérouler mais les premiers événements donnent à penser que tout ou partie de ces procédés vont être utilisés pour placer le peuple grecque sous terreur.



Au cours des dernières heures, les événements suivants sont déjà intervenus :

EN ANNONÇANT SA DÉCISION DE NE PLUS FOURNIR DE LIQUIDITÉS À CERTAINES BANQUES GRECQUES, LA BCE A SCIEMMENT PROVOQUÉ UN DÉBUT DE PANIQUE

Comme le très sérieux journal [Les Échos vient de l'écrire sur son site](#), « la panique n'a pas encore totalement gagné la Grèce mais cela y ressemble ».

La Banque centrale européenne (BCE) a en effet confirmé avoir cessé de fournir des liquidités à certaines banques grecques sous-capitalisées. Du coup, des Grecs, de plus en plus nombreux, multiplient les retraits aux guichets des banques.

Bien entendu, le journal économique français y voit la preuve que les Grecs « sont de plus en plus nombreux à redouter une sortie de l'euro et un retour à la drachme ». Et il précise que « les Grecs souhaitent majoritairement rester dans la zone euro, même si 47,4% d'entre eux commencent à croire à l'éventualité d'une sortie, selon un sondage. »

DE FAÇON EXTRÊMEMENT INHABITUELLE, LE FMI A FAIT PUBLIQUEMENT SAVOIR QU'IL « SUSPEND SES CONTACTS AVEC LA GRÈCE »

Le motif invoqué est que [le FMI ne souhaite pas travailler avec le nouveau gouvernement](#) nommé de manière transitoire pour expédier les affaires courantes.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Il n'en demeure pas moins que cette annonce inhabituelle ne peut faire l'objet que de surinterprétations et de supputations. Si l'institution de Washington avait voulu préserver la sérénité de la campagne électorale, il se serait tout bonnement limité à ne rien dire. On imagine assez volontiers les fantasmes d'isolement et d'apocalypse avec lesquels cette "suspension des contacts" peut être commentée par les grands médias du système en Grèce et en Europe.

LE PREMIER MINISTRE GREC SORTANT, M. PAPADEMOS, VIENT DE PUBLIER UNE LETTRE POUR PROMETTRE LE « DÉSASTRE » EN CAS DE SORTIE DE L'EURO

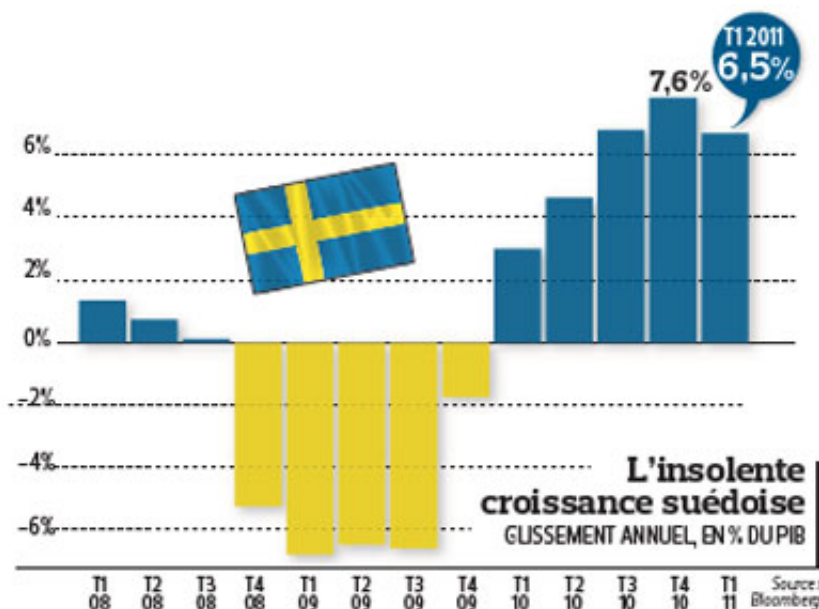
Rappelons que M. Papademos, Premier ministre grec, n'a été élu par personne mais choisi par la Commission européenne et Goldman Sachs pour être le "dictateur" de la Grèce.

[Dans une lettre rendue publique aujourd'hui](#), il prophétise la même Apocalypse que celle que ses congénères avaient promise à la Suède il y a 9 ans. Il affirme que « le rejet unilatéral des obligations contractuelles serait désastreux pour la Grèce et conduirait inévitablement le pays hors de la zone euro et probablement hors de l'Union européenne (UE) ».

Je ne suis évidemment pas d'accord avec le "désastre" promis mais je note avec intérêt que le Premier ministre grec souligne lui-même la corrélation entre "sortie de l'euro" et "sortie de l'UE".

CONCLUSION : IL NE FAUT JAMAIS CÉDER À L'INTIMIDATION

Si j'avais un conseil à donner à nos amis grecs, ce serait d'examiner très précisément ce qui s'est passé en Suède à partir du 15 septembre 2003, lendemain du jour où le fier peuple suédois, digne de son histoire, a refusé l'euro et a préféré conserver la couronne suédoise. Depuis lors, la Suède a connu un taux de croissance économique 60% supérieur à celui de la France et près de 80% supérieur à celui de la zone euro (cf. ma conférence en ligne précitée).



Il y a quelque 2 500 ans, la Grèce fut le premier pays d'Europe à inventer la démocratie.

Il faut espérer qu'au XXI^e siècle, la Grèce sera fidèle à son histoire et qu'elle sera en conséquence le premier pays d'Europe à quitter le pillage programmé de l'euro et à se libérer de cette prison des peuples qu'est la prétendue "Union européenne".